

# Au Québec, l'onde de choc post-attentat

L'attaque contre la grande mosquée, le 29 janvier, a ébranlé la société québécoise. Profondément divisée sur les leçons à tirer de la tragédie, la classe politique a replongé dans ses querelles anciennes sur la laïcité, les signes religieux et les fondements de l'identité québécoise

ANNICK COJEAN

QUÉBEC - envoyée spéciale

Il y eut l'horreur de cette nuit glacée, de ces coups de feu tirés dans un lieu de paix, de ces traces de sang sur les tapis de prière et sur la neige tassée à l'entrée de la mosquée, de ces regards hagards, de ces cris stupéfaits. Et cette sidération qui, ce 29 janvier, a saisi le pays tout entier en apprenant le carnage, six morts, cinq blessés. « Pas ça ! Pas nous ! Pas ici ! » Pas dans ce Québec qui se vit si paisible, pacifique, accueillant. Encore moins dans sa capitale alanguie, réputée pour sa qualité de vie et son taux de chômage le plus bas de la province (4,3 %, éparignée par la violence (un meurtre en 2016, deux en 2015), chérie par les touristes. Québec ou la douceur de vivre, entre la Saint-Jean festive au solstice d'été et le carnaval d'hiver sous des tombereaux de neige.

Il y eut l'horreur, donc. Mais aussi un élan fraternel venu de tout le territoire. Et la classe politique unanime, fervente, derrière le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, accouru dès le lendemain pour une veillée aux chandelles où se sont réunis, par des températures polaires, des milliers de Québécois. « Jamais je n'aurais imaginé vivre ça, reconnaissait alors Touhami Rachid Raffa, établi au Québec depuis quarante-deux ans, membre éminent de sa communauté musulmane. Cette solidarité agissante, cette douleur partagée, cette compassion, ces embrassades. Pourvu que tout ça ne soit pas qu'un feu de paille... »

Les funérailles des six victimes musulmanes ont donné lieu à des cérémonies nationales, retransmises sur Radio Canada, accompagnées de prêches et de discours accueillis dans les larmes. « Que c'était beau, se souvient un jeune ingénieur d'origine tunisienne. J'en avais presque du bonheur en découvrant que le Québec nous aimait autant. Les Québécois nous ont crié : "Vous êtes ici chez vous, vous êtes des nôtres." Et je

serrais dans mes bras ma fille de 4 ans en lui soufflant à l'oreille : "Tu es une petite Québécoise, tu le sais, hein ?" » Et de confier, presque honteux de sa sincérité, le « soulagement » ressenti lorsqu'il apprit que c'était un jeune homme blanc, « Québécois de souche », qui avait commis l'attentat. « Vous imaginez si l'inverse s'était produit. Si un musulman avait tiré sur des catholiques ? De victimes nous devenions tous terroristes en puissance ; c'eût été l'enfer. Avec Trump au sud, et la suspicion mondiale contre les musulmans, on ne

s'en serait pas sorti. Cet attentat, c'est triste à dire, c'est un mal pour un bien. »

Pas l'ombre d'une faille, donc, dans la solidarité nationale. Il s'en est trouvé quelques-uns, bien sûr, pour trouver que le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, en avait fait un peu trop en truffant son discours d'expressions arabes et en lançant « Allahou Akbar ». N'est-ce pas le cri qui signe fréquemment les actes de terrorisme islamiste commis dans le monde ? Des personnalités s'en sont publiquement offusquées, comme l'essayiste Denise Bombardier. Et l'écrivaine Djemila Benhabib, née en Algérie, auteure de *Ma vie à contre-Coran* (VLB, 2009), a cru halluciner devant son écran : « Quelle irresponsabilité ! Quelle déplorable fusion entre politique et religieux, alors qu'un homme d'Etat a le devoir de garder ses distances et de représenter les Québécois dans leur pluralité ! Ce jour-là, Radio Canada et nos décideurs se sont vautrés dans la religiosité musulmane la plus archaïque. Et ce "Allahou Akbar" témoignait de notre capitulation et de l'islamisation, en direct, de notre démocratie. »

## EXTRAORDINAIRE CACOPHONIE

Mais la plupart des Québécois ont mis cette intervention de Philippe Couillard sur le compte de l'émotion, comme si tout était permis ce jour-là pour manifester sa solidarité avec la communauté musulmane. « Des fous ont dévoyé cette phrase, Couillard lui a redonné son vrai sens : "Dieu est grand", dit Ndeye Marie Fall, d'origine sénégalaise, qui

fréquente assidûment la grande mosquée de Québec. Il l'a fait par empathie. Jamais un politicien français n'aurait eu ce courage ! »

L'ancienne députée libérale Fatima Houda-Pépin préfère passer sur l'incident. « Le premier ministre trahissait son rôle, qui est d'incarner la neutralité religieuse. Mais il importait ce jour-là d'apaiser la douleur de tous, et les cérémonies furent dignes. C'est après que l'instrumentalisation de cette tragédie est devenue criante. »

Et c'est après que tout s'est déglingué. En quelques jours, le Québec sombrait dans une extraordinaire cacophonie. Comme si les vannes s'ouvraient, laissant déferler un torrent de paroles contradictoires sur les enseignements à tirer de l'attentat, sur l'immigration et le multiculturalisme, l'identité du Québec et la spécificité de l'islam, les contours du mot « islamophobie ».

Peu de propos extrémistes, comme il y en eut dans le passé, mais un flux d'accusations et d'invectives. Dans le prolongement de l'onde provoquée par Hussein Guillet, porte-parole du Conseil des imams du Québec, qui, dans un discours prononcé lors des

**« A FORCE DE FERMER  
LES YEUX SUR  
LES DERIVES DES  
COMMUNAUTARISTES,  
ON PRÉPARE UN  
TERREAU FERTILE  
À LA MONTÉE D'UNE  
EXTRÊME DROITE  
PRÊTE À TUER ! »**

NADIA EL-MABROUK

professeure à l'université  
de Montréal

funérailles, a présenté Alexandre Bissonnette, l'auteur de l'attaque, comme « la septième victime » de l'attentat. « Avant de plan-

ter ses balles dans la tête des victimes, a déclaré l'imam, *quelqu'un a planté dans sa propre tête des idées bien plus dangereuses que les balles. Jour après jour, semaine après semaine, certains politiciens et certains médias ont empoisonné notre atmosphère... Ce garçon a été empoisonné.*»

Le tueur était pardonné. Mais toute la société québécoise était sommée de faire son examen de conscience. Et les langues se sont alors déliées.

Racisme? Islamophobie? Non, la société québécoise n'échappait pas à ces maux. Et oui, la communauté musulmane exhortait le pays tout entier à en prendre la mesure. «*Enfin la vérité! Enfin la reconnaissance d'une réalité jusqu'ici honteusement occultée!*», s'exclame Touhami Rachid Raffa, que l'on rencontre tout près de la mosquée du quartier Sainte-Foy. Des faits? Il en a plein sa besace, ce fonctionnaire du ministère des transports du Québec, né en Algérie, qui dit avoir, depuis longtemps, alerté les autorités, restées sourdes à ses appels : insultes, vexations, stigmatisations qui poussent nombre d'immigrants arabes à changer de nom, culpabilisation collective à chaque attentat islamiste, slogans haineux, croix gammées ou graffitis pornographiques sur les devantures de commerces maghrébins, interpellations de femmes portant le hidjab, tête de porc déposée à l'entrée de la mosquée... Et, plus récemment, polémiques des riverains devant un projet de cimetière musulman, près de Québec : «*Même nos morts ne sont pas les bienvenus! Quelle meilleure preuve, pourtant, d'une volonté de s'intégrer dans ce pays et d'y planter des racines pour les générations futures?*» Sans compter, ajoute-t-il, la difficulté des Africains et Arabes à trouver un logement, leur taux de chômage deux à quatre fois supérieur à la moyenne de la province et une désolante

déqualification professionnelle. «*Vous n'imaginez pas la proportion de docteurs de l'université parmi les chauffeurs de taxi!*»

Non, ce n'est pas facile de se déclarer musulman à Québec. Il y a une «*intériorisation de la haine de soi*», une peur de porter plainte quelle que soit l'agression, presque une envie de ghetto... «*Mais la honte a perdu de son sens après la tuerie. Les Québécois ont découvert que les victimes n'étaient pas des aliens, mais un informaticien, un professeur d'université, un commerçant, tous pères de famille parfaitement intégrés, respectés. Alors il faut maintenant qu'ils nous considèrent! Qu'ils se convainquent que la fameuse identité québécoise n'est pas menacée par les non-Occidentaux.*» Que des décisions soient enfin prises pour une meilleure intégration professionnelle. «*Six personnes ne doivent pas être mortes pour rien!*»

#### LES SAILLIES DES « RADIOS POUBELLES »

Le Québec a changé, regrette Ndeye Marie Fall, qui a travaillé dans différents pays pour l'Unesco avant d'y poser définitivement ses valises. C'est pourtant, selon elle, l'un des pays les plus accueillants du monde. «*Je me souviendrai toujours de ce soir d'août où, faute de pouvoir ouvrir la porte de ma nouvelle maison, j'ai demandé l'adresse d'un hôtel à ma voisine qui arrosait ses plantes. En un éclair, elle m'accueillait chez elle à bras ouverts et je me faisais des amis qui sont devenus une vraie famille.*» Quel contraste, dit-elle, avec la France plombée par son histoire coloniale... «*Ici, j'étais légitime, et quand je mettais mes tenues africaines, j'attirais des sourires d'admiration. A Paris, on me regardait comme une chienne.*»

Seulement voilà. La France, pense-t-elle, a

déteint sur le Québec. Ses débats virulents ont été importés. La peur de l'islamisme radical est devenue obsessionnelle. «*Et la laïcité ouverte et généreuse du Québec a été remplacée par une laïcité dogmatique héritée des Français.*» L'admiration pour ses tenues a fait

place à de la méfiance. Ses amies portant le foulard ont reçu des insultes. Ce qui l'a poussée, «*par rébellion*», à se couvrir elle-même la tête. «*Je n'ai pas le droit d'avouer à mes sœurs, l'été, qu'elles me gênent avec leur string et leur ventre à l'air, mais elles voudraient m'interdire de porter un foulard? Eh bien, je refuse!*»

Pour dater la dégradation de ses relations avec le reste du Québec, la communauté musulmane, relayée par le camp «*multiculturaliste*», montre du doigt les multiples débats sur l'identité québécoise et la laïcité qui ont agité la province francophone depuis une quinzaine d'années. Des réflexions de la commission Bouchard-Taylor, chargée de codifier les «*accommodements raisonnables*» à consentir aux minorités religieuses, en 2007, jusqu'au projet avorté de «*charte des valeurs*» introduit par le Parti québécois entre 2013 et 2014. Aucune législation n'est finalement intervenue pour préciser les contours d'une laïcité à la québécoise, mais cette simple tentative a suffi, dit-on, pour jeter la suspicion sur l'islam, jugé attentatoire au principe d'égalité hommes-femmes et au «*bien vivre ensemble*», dans une province qui s'est émancipée dans les années 1970 de la mainmise de l'Eglise catholique, et qui reste inquiète de sa survie culturelle dans un environnement anglophone. «*Puisque c'était l'Etat lui-même qui lançait ce débat identitaire, la parole raciste s'est défilée sans limites*, déplore Ndeye Marie Fall. *Avez-vous écouté les "radios poubelles"?*»

Ah, le phénomène des «*radios poubelles*» de Québec! Qui ne l'évoque ces temps-ci? Et qui ne vous conseille d'aller faire un petit tour sur ces ondes, histoire de prendre le pouls de la conversation en ville, populisme, machisme et vulgarité garantis? Aucun de leurs contempteurs ne souhaite être cité, bien sûr. Trop dangereux! La moindre critique vaudrait exécution à l'antenne. La sociologue Dominique Payette, professeure à l'université Laval, le sait bien, qui a

payé très cher – insultes, courriers haineux, menaces – le fait d'avoir décrit, dans un rapport sur l'information à Québec, «*le régime de peur*» instauré par ces stations de radio et leur stupéfiante impunité malgré les violences verbales, les intimidations, les dénigrement systématiques pratiqués sur leurs ondes. «*La recette éprouvée de ces radios est la constitution d'ennemis*, dit-elle. *Syndicalistes, écologistes, féministes, homosexuels, migrants... Elles carburant au ressentiment.*» Et l'islam y est éreinté.

Plusieurs jours après l'attentat, ces stations ont fait profil bas. Un animateur vedette de FM 93 s'est même livré à une sorte de mea culpa, regrettant de n'avoir jamais convié à son micro un musulman, lui qui évoque si souvent l'islam. Cela n'a pas empêché le site Sortons les radios poubelles de recenser les dérapages du passé, et une petite manifestation, le 11 février, devant l'immeuble de Radio X, d'énoncer dans un haut-parleur quelques saillies particulièrement choquantes entendues sur les ondes. Un exemple? «*J'ai une hantise pour les Arabes, la culture arabe, maghrébine. Pour moi, ce sont des peuples profondément tarés...*» Le Conseil de presse du Québec a d'ailleurs récemment blâmé plusieurs animateurs extrêmement

populaires. Sollicitées par *Le Monde*, aucune de ces radios n'a accepté de s'expliquer, estimant qu'écouter l'antenne devait amplement suffire. En effet. Passé les premiers jours de retenue, le naturel est revenu au galop...

Mais c'est tout le Québec qui se trouve en pleine tourmente. Car l'examen de conscience a montré ses limites. Et la culpabilisation collective a commencé à irriter. Quoi? Soutenir que la laïcité est une valeur essentielle participerait au lynchage des musulmans? Souhaiter l'instauration de balises pour encadrer la religion dans l'espace public trahirait une hostilité particulière à l'égard de l'islam? Et prôner l'interdiction du port de signes religieux à certains fonctionnaires (le

voile est dans tous les esprits) créerait un climat favorable au basculement dans la violence d'esprits fragiles ou dérangés, comme l'était apparemment celui de Bissonnette? En d'autres termes, la tragédie du 29 janvier imposerait qu'on renonce désormais à tout débat? Des voix se sont élevées pour dénoncer un «*chantage*» à l'islamophobie. «*Québécois, ne vous laissez pas intimider!*, lançait le chroniqueur souverainiste Mathieu Bock-Côté, le 22 février, dans *Le Journal de Montréal*. *Rabattez le caquet de ceux qui, avec un cynisme dégueulasse, instrumentalisent un crime haineux pour vous censurer et vous pousser à la honte collective.*»

Car le gouvernement libéral a été prompt à évoquer l'islamophobie contenue dans le drame du 29 janvier pour repousser toute nouvelle réflexion sur la laïcité. Et alors que les trois partis de l'opposition – le Parti québécois, Québec solidaire et la Coalition Avenir Québec –, mus par la gravité du moment, se sont mis d'accord pour proposer un texte a minima marquant symboliquement la séparation de l'Eglise et de l'Etat (interdiction du port de signes religieux pour les policiers, les juges et autres fonctionnaires disposant d'un pouvoir de contrainte), la réponse du premier ministre a été cinglante. Non, l'heure n'était plus à ce type de débat.

#### UNE BATAILLE D'HERNANI POUR LA LAÏCITÉ

Alors toute la classe politique s'est emballée. Les accusations d'intolérance ont jailli de part et d'autre. «*Faire de la discrimination vestimentaire serait particulièrement odieux en ce moment*», a dit Philippe Couillard. «*Discrimination? Mais il s'agit simplement d'apaiser les esprits en marquant symboliquement la neutralité indispensable de l'Etat*, répond Agnès Maltais, députée du Parti québécois et porte-parole de l'opposition. *Comment ne pas comprendre l'inquiétude de la population devant cette résurgence de la religion par le biais de l'immigration alors que nous nous en étions libérés voici des décennies?*»

Mais le premier ministre campe sur ses positions. Et il prend le temps, dans son bureau de Québec, d'expliquer au *Monde* ce qui fait, selon lui, la différence entre les laïcités française et québécoise. «*Je préfère d'ailleurs parler de "neutralité religieuse" de l'Etat*, précise-t-il. *Cela signifie: l'Etat ne favorise ni ne défavorise aucune religion, ni même l'absence de religion. C'est une différence fondamentale avec la France: on ne vise pas la disparition du religieux de l'espace public, pas plus qu'on n'interdit l'expression de sentiments religieux. Le port d'une croix, d'une kippa ou d'un hidjab est parfaitement compatible avec l'exercice de la fonction publique.*» Une future loi, annonce-t-il, indiquera que les services publics doivent être donnés et reçus à visage découvert, ce qui exclurait le voile intégral. «*Mais ce sera la seule restriction.*»

Tout de même, la confiance dans l'impartia-

lité que l'on est en droit d'attendre d'un juge ne serait-elle pas entachée s'il arborait un signe religieux visible? «*Pas du tout. De toute façon, la magistrature étant indépendante, c'est à elle d'en décider, certainement pas à l'Etat.*» Et le premier ministre d'insister: «*Le Parti libéral défend une vision inclusive de la société. Et c'est en ouvrant aux immigrants tous les emplois, quelle que soit la façon dont ils veulent afficher leurs croyances, qu'on parviendra à cette société plus inclusive.*» Il assume donc le clash avec le reste de la classe politique. «*Les autres partis réclament des compromis. Mais je ne marchande ni mes principes ni mes convictions. Et je ne mets pas la liberté des autres sur la table. Une communauté vient tout juste d'enterrer ses morts, et l'on oserait débattre des interdictions à lui imposer comme un remède possible au drame? Quel non-sens! Je refuse que le Québec soit connu comme la première société d'Amérique du Nord à avoir restreint les libertés d'une communauté.*»

Un homme est venu opportunément rompre l'isolement du chef de l'exécutif: Charles Taylor, philosophe et universitaire respecté, coauteur d'un fameux rapport sur les «*accommodements raisonnables*». Quelques jours après l'attentat, il a estimé préférable, au nom de la «*réconciliation*», d'oublier l'interdiction de signes religieux, qu'il avait pourtant recommandée en 2007. Une volte-face qui a profondément affecté son coauteur et complice de l'époque, le sociologue Charles Bouchard. «*Décevant, dit ce dernier. Tellement décevant. Après quinze ans de querelles, nous voici donc revenus à la case départ. Aucune législation. Aucun cadre auquel se référer. Voilà le pays à nouveau sans boussole sur ce sujet délicat. Et je crains que les communautés ethni-*

*ques soient les premières à pâtir de toutes nos divisions.*» Des élections législatives auront lieu l'an prochain. «*Inévitablement, les signes religieux seront un enjeu de la campagne.*»

C'est bien ce qui inquiète beaucoup de Québécois, y compris musulmans. C'est le cas de Nadia El-Mabrouk. Pour cette professeure à l'université de Montréal, membre de l'Association québécoise des Nord-Africains pour la laïcité (AQNAL), «*à force de fermer les yeux sur les dérives des communautaristes, de refuser toute balise permettant de nous protéger contre la montée des intégrismes, de diaboliser les Québécois qui ont légitimement peur face à la flambée meurtrière commise au nom de l'islam partout sur la planète, de les traiter de racistes et d'ignorants, on prépare un terreau fertile à la montée d'une extrême droite prête à tuer!*» De qui parle Couillard lorsqu'il évoque «*la communauté musulmane*»? demande-t-elle. «*En tout cas pas de moi! Ni des 80 % des musulmans du Québec qui n'ont aucune envie d'afficher leur religion et ne portent aucun signe distinctif. Qu'il arrête donc ce paternalisme électoraliste qui se retournera contre nous!*» Car il serait temps, dit-elle, d'admettre que les accommodements religieux ont aussi «*des effets pervers*», en dissuadant les employeurs d'embaucher des immigrés à la religion affichée. «*La sécularisation du Québec a permis d'accueillir les immigrés de toutes confessions ou sans confession. Voulons-nous revenir en arrière, au bénéfice d'une frange intégriste minoritaire mais bruyante?*»

Le premier ministre a en tout cas diligenté un projet de loi visant à faciliter l'accès des nouveaux venus à l'emploi. Le corporatisme de certains ordres professionnels, qui leur

opposent mille obstacles malgré leurs diplômes, est remis en cause, et les choses commencent à bouger. Mais le ver est dans le fruit.

La police a noté, ces dernières semaines, une multiplication de signes haineux à l'encontre des musulmans alors que, pour les éviter, certains croient devoir censurer toute manifestation susceptible de heurter leur sensibilité. Un débat avec l'écrivaine et militante Djemila Benhabib, qui combat l'islamisme, a été reporté à la Maison de la littérature de Québec. Et la pièce *Djihad*, du Belge Ismaël Saïdi, qui questionne la radicalisation islamiste sur le mode tragi-comique, a été brusquement déprogrammée, alors que le maire de Québec, Régis Labeaume, nous avait dit quelques semaines plus tôt sa fierté de la faire jouer devant le plus large public. «*Censure! Capitulation!*», a-t-on entendu de toutes parts.

Le 4 mars, 200 manifestants de deux groupes d'extrême droite (La Meute et Storm Alliance) défilaient dans les rues de Québec pour protester contre une motion initiée par le gouvernement d'Ottawa condamnant l'islamophobie. L'image a figé d'horreur les fidèles de la mosquée endeuillée. Car parmi les rares éléments qui ont filtré sur Alexandre Bissonnette – «*un pauvre type, asocial et troll accompli sur Internet, qui avait une bulle dans le cerveau*», selon le maire –, c'est précisément son intérêt pour l'idéologie de ces groupuscules ultranationalistes qui ressort. Ainsi que son aversion obsessionnelle pour les musulmans. «*J'ai toujours été hanté par la perspective d'une vieillesse malheureuse*, nous écrit Touhami Rachid Raffa, à qui la solidarité post-29 janvier avait donné tant d'espoir. *Je sens, hélas, que je m'y achemine rapidement.*» ■

**« JE REFUSE QUE  
LE QUÉBEC SOIT  
CONNU COMME LA  
PREMIÈRE SOCIÉTÉ  
D'AMÉRIQUE  
DU NORD À AVOIR  
RESTREINT LES  
LIBERTÉS D'UNE  
COMMUNAUTÉ »**

**PHILIPPE COUILLARD**  
premier ministre  
du Québec